11 avril 2016

1 LA MASSE AVANT, PENDANT ET APRES LA FAILLITE

1. Introduction

- Dessaisissement
- Inventaire, gestion et liquidation (actifs et passifs)
- Règles de la LP destinées notamment à :
 - Assurer l'égalité entre les créanciers
 - Privilégier les travailleurs

2. Inventaire (article 221 LP)

- Inventaire de tous les biens
- Prendre les mesures de conservation
- Obligations de collaboration de tiers et du failli (article 222 LP)

3. La masse (article 197 LP)

- Tous les droits patrimoniaux à condition d'être saisissables (articles 91 à 93 LP), notamment :
 - Les biens immeubles et meubles
 - Les créances et les droits de gage
 - Les droits immatériels (brevets, marques, etc...)
 - Les revenus (loyers, intérêts, royalties, etc...)
- Les biens revendiqués par les tiers ou par la masse (article 242 LP)
- Les prétentions révocatoires (articles 286 et 288 LP)
- Les prétentions en responsabilité (notamment articles 754 et ss CO)

4. **Les ajustements de la masse**

- **Les revendications des tiers et de la masse (article 242 LP) :**
 - Les biens en possession de la masse
 - Les biens en possession de tiers
- **Les actions révocatoires (articles 285-288 LP)**
 - Donations, libéralités et assimilées (articles 286 LP)
 - Constitution de sûretés, paiements autres qu'en numéraires ou paiements anticipés (article 287 LP)
 - Actes faits dans l'intention de porter préjudice aux créanciers ou d'en favoriser certains au détriment d'autres (dol) (art. 288 LP)
- **Les compensations (articles 213 et 214 LP)**
 - Nulles, notamment si la créance ou la dette sont nées après la faillite (article 213 LP)
 - Annulables, notamment si absence de bonne foi (art. 214 LP)
- **Les actions en responsabilité**
 - Notamment celles contre les organes de la société (article 754 et ss CO)
 - Découlant des infractions pénales (articles 163 à 166 CP)

5. **Pistes (nouvelles) et suggestions (traditionnelles)**

- Collaboration de la première heure avec l'Office des faillites pour établir l'inventaire
- Demandes d'indemnité pour insolvabilité auprès de l'assurance-chômage, dans les 60 jours à compter de la faillite
- Administration spéciale pour les cas particuliers (article 237 al. 2 LP)
- Réflexion sur les actions judiciaires de la loi sur la concurrence déloyale
- Réflexion sur les cessions d'entreprises (articles 181 CO, 333 CO et 75 LFus)
- « Durchgriff » ou comment contester la dualité entre la société faillite et la société nouvelle qui apparaîtrait comme abusive ?